

The Cluster Munition Coalition is led by a Governance Board of:

Action On Armed Violence, Afghan Landmine Survivors Organisation,
Asociación para Políticas Públicas-APP, Cambodia Campaign to Ban Landmines,
Campaña Colombiana Contra Minas, DanChurchAid, Handicap International,
Human Rights Watch, ICBL Georgian Committee, IKV Pax Christi, IPPNW, Mines Action Canada,
Ban Landmines Campaign Nepal (NCBL), Norwegian People's Aid, Protection.



*****COMMUNIQUÉ DE PRESSE*****

Sous Embargo Jusqu'au 12 Décembre 2013 à 11h00 HEC

**Plus de 24 milliards de dollars investis dans les producteurs de bombes à sous-munitions à travers le monde
Institutions financières et gouvernements sont priés de cesser les investissements explosifs**

(Copenhague, 12 December 2013) : 139 institutions financières à travers le monde investissent plus de 24 milliards de dollars dans des entreprises produisant des armes à sous-munitions, selon un rapport publié aujourd'hui par IKV Pax Christi (Pays-Bas), membre de la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC). Le rapport intitulé « *Investissements mondiaux dans les armes à sous-munitions: une responsabilité partagée* », détaille l'ampleur de l'investissement dans les producteurs de cette arme meurtrière par les banques, les fonds de pension et autres institutions financières à travers le monde.

Aujourd'hui, des militants de la Coalition contre les armes à sous-munitions prendront part à une journée mondiale d'action pour appeler les institutions financières dans le monde entier à mettre fin à tous les investissements explosifs dans les producteurs d'armes à sous-munitions et encourager les gouvernements à légiférer pour interdire l'investissement dans les entreprises qui produisent des armes à sous-munitions.

Des armes à sous-munitions ont récemment été utilisées contre les civils en Syrie. Pendant des décennies, ces armes ont tué et blessé des milliers de personnes, c'est pourquoi la majorité des pays du monde les ont interdites. La Syrie n'a pas adhéré à la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions. « *L'utilisation par la Syrie d'armes à sous-munitions devrait être un signal d'alarme pour les gouvernements et les institutions financières des conséquences graves et réelles de cette arme qui frappe sans discrimination* », a déclaré Amy Little, responsable de campagne de la Coalition contre les armes à sous-munitions.

Le nouveau rapport d'IKV Pax Christi dresse la liste des institutions financières ayant investi dans les producteurs d'armes à sous-munitions depuis juin 2010. La majorité de ces investissements provient d'institutions financières issues d'États qui n'ont pas encore adhéré à la Convention sur les armes à sous-munitions. Le « Mur de la honte » du rapport comprend 22 institutions financières dans 6 États parties à la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions: l'Allemagne, le Canada, la France, le Japon, le Royaume-Uni et la Suisse.

« *En cette journée mondiale d'action, nous appelons les gouvernements à consolider leur engagement contre les armes à sous-munitions. Le seul moyen d'empêcher définitivement l'argent d'aller aux producteurs de cette arme odieuse est d'adopter une loi interdisant tous les investissements vers les producteurs d'armes à sous-munitions* », a déclaré Amy Little.

Les États qui ont adhéré à la Convention sur les armes à sous-munitions se sont engagés à ne jamais produire des bombes à sous-munitions, ainsi qu'à ne jamais aider, encourager ou inciter quiconque à le faire. Alors qu'un nombre croissant d'États parties à la Convention a adopté des lois nationales interdisant les institutions financières publiques et privées de fournir une telle assistance, d'autres n'ont encore pas pris de telles mesures. Bien que le nombre d'institutions financières qui investissent dans des entreprises produisant des armes à sous-munitions reste élevé, le rapport indique également que de plus en plus d'institutions financières et de gouvernements mettent en place des politiques visant au tarissement du capital mis à disposition des producteurs de bombes à sous-munitions.

« *Bien que trop d'argent soit investi dans des entreprises produisant des bombes à sous-munitions, le nombre croissant de gouvernements qui prennent des mesures visant à mettre un terme à cela est encourageant. Il est*

Cluster Munition Coalition, 5th Floor, Epworth House, 25 City Road, London EC1Y 1AA, United Kingdom

temps pour les gouvernements et les institutions financières d'interdire pour de bon ces investissements explosifs », a déclaré Roos Boer, co-auteur du rapport pour IKV Pax Christi.

Depuis le rapport actualisé de 2012, quatre nouveaux États ont adopté une loi interdisant les investissements dans les armes à sous-munitions (le Liechtenstein, les Pays-Bas, les Samoa et la Suisse), ce qui porte à neuf le nombre total de pays interdisant les investissements. Vingt-sept pays ont déclaré que les investissements dans les armes à sous-munitions sont ou peuvent être considérés comme interdits par la Convention sur les armes à sous-munitions.

Les militants marqueront la journée mondiale d'action pour *mettre fin aux investissements explosifs* à travers le monde, notamment en Allemagne, en Belgique, en Corée du Sud, au Danemark, en Espagne, en Italie, au Japon, à Taïwan, au Luxembourg, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suisse.

Fin

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

Jared Bloch, Directeur des communications et des Médias de la CMC, Tel: +41 786 83 4407, Email:

jared@icblcmc.org

Sarah Blakemore, Directrice de la CMC, Tel: +44 7889 81472, Email: sarah@icblcmc.org

Amy Little, Responsable de campagne de la CMC (à Copenhague), Tel: +44 7515575174, Email:

amy@icblcmc.org

Samantha Bolton – Conseillère Média pour IKV Pax Christi (à Copenhague) Tel: +41 (0) 79 239 2366, Email:

samanthabolton@gmail.com

Notes à l'attention de l'éditeur:

- Pour télécharger l'intégralité du rapport intitulé « Investissements mondiaux dans les armes à sous-munitions: une responsabilité partagée », consultez la page www.ikvpaxchristi.nl/stopexplosiveinvestments le 12 décembre. Des exemplaires préliminaires sont mis à disposition sous embargo, via Samantha Bolton.
- Pour obtenir des images haute-résolution de bombes à sous-munitions, de victimes de bombes à sous-munitions et de la campagne de la CMC en action, [consultez la page Flickr de la CMC](#). Merci de mentionner la source de toutes les images utilisées, comme indiqué.
- Pour plus de renseignements sur la campagne pour *mettre fin aux investissements explosifs*, consultez la page <http://www.stopexplosiveinvestments.org>.

-
- Une arme à sous-munitions est une arme contenant plusieurs (bien souvent des centaines) de petites sous-munitions explosives. Elles sont lâchées d'un avion ou tirées depuis le sol et sont conçues pour s'ouvrir en plein ciel, libérant les sous-munitions et saturant une zone pouvant faire la taille de plusieurs terrains de football. Il est fréquent que des sous-munitions n'explodent pas à l'impact comme prévu, laissant derrière elles des sous-munitions non-explosées, qui explosent lorsque des personnes entrent en contact avec elles. Le taux d'échec au Liban en 2006 a approché les 40%.
 - La Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions interdit entièrement l'utilisation et la production d'armes à sous-munitions, et exige l'enlèvement des restes d'armes à sous-munitions, la destruction des stocks, et l'assistance aux victimes.
 - La CMC estime que la Convention sur les armes à sous-munitions interdit les investissements dans les producteurs d'armes à sous-munitions ; en effet, l'Article 1 de la Convention prévoit que : «Chaque État partie s'engage à ne jamais, en aucune circonstance: (a) employer d'armes à sous-munitions ; (b) mettre au point, produire, acquérir de quelque autre manière, stocker, conserver ou transférer à quiconque, directement ou

Cluster Munition Coalition, 5th Floor, Epworth House, 25 City Road, London EC1Y 1AA, United Kingdom

indirectement, des armes à sous-munitions; **(c) assister, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie en vertu de la présente Convention.** »

- Le Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) est une coalition internationale d'organisations non gouvernementales (ONG) travaillant dans près de 100 pays à éradiquer les armes à sous-munitions, à empêcher qu'il y ait de nouvelles victimes de ces armes et à mettre fin une fois pour toutes aux souffrances qu'elles causent. La CMC s'emploie à changer les politiques et les pratiques des gouvernements et des organisations afin de remplir ces objectifs et de sensibiliser le public à ce problème.
- Pour obtenir des informations détaillées sur la contamination par les armes à sous-munitions, les victimes, le déminage et la politique d'interdiction dans tous les pays du monde, consultez la page <http://www.the-monitor.org>
- Le rapport dresse la liste des institutions financières à travers le monde qui ont investi dans des entreprises impliquées dans la production d'armes à sous-munitions. Il est courant pour les producteurs d'armes de financer des installations pour la production d'armes à sous-munitions à partir des capitaux généraux de l'entreprise. Ainsi, le rapport examine les investissements dans les sociétés qui produisent ou mettent au point des armes à sous-munitions. Ne sont pas pris en compte les facteurs suivants :
 - L'importance de l'investisseur pour le producteur d'armes à sous-munitions ;
 - l'importance des investissements par rapport au portefeuille de l'investisseur ;
 - la participation de la production d'armes à sous-munitions au chiffre d'affaires total de l'entreprise ;
ou
 - les autres activités du producteur d'armes à sous-munitions.
- Le rapport «*Investissements mondiaux dans les armes à sous-munitions: une responsabilité partagée*» a été publié pour la première fois en octobre 2009. Des versions actualisées du rapport ont parues en avril 2010, en mai 2011 et en juin 2012. Le rapport qui paraît aujourd'hui correspond à la quatrième version actualisée du rapport. IKV Pax Christi a chargé la société de recherches économiques néerlandaise Profundo de trouver des données pour le Mur de la honte, le Panthéon, ainsi que des informations concernant les institutions financières ayant fait des efforts concernant l'interdiction d'investir dans les producteurs d'armes à sous-munitions (voir le rapport pour plus d'explications sur cette catégorie).